

## **A propos de l'Union Pour la Méditerranée**

Une déclaration de **Jean Paul Boré**, VP Conseil Régional Languedoc-Roussillon  
Et **Jean Claude Lefort**, Député Honoraire

Tout en restant très lucides sur le chemin à parcourir, nous ne nous inscrivons dans les opinions uniquement négatives exprimées après la réunion de Paris de l'Union Pour la Méditerranée, qui a vu côte à côte, et pour la première fois, notamment les Présidents syrien, israélien, palestinien et libanais.

Les commentaires divers à droite comme à gauche, particulièrement sur l'invitation et la présence du Président syrien, Bachar Al-Assad, nous semble inconvenants au regard des enjeux posés.

Comment imaginer faire la paix avec des protagonistes en guerre, comment envisager faire avancer la démocratie dans des pays où elle est bafouée si l'on rejette les responsables concernés ?

Nous rejetons quant à nous la méthode américaine qui consiste à imposer leur démocratie à la manière du chaos créé en Irak, en Afghanistan avec les résultats dangereux que l'on sait.

**1.** Tout d'abord, si le respect absolu des droits de l'homme avait été la condition pour que tout dirigeant des pays invités soit à la tribune du 14 juillet, il aurait manqué beaucoup de monde sur le carton d'invitation. Ce n'est donc pas sérieux.

C'est d'autant moins sérieux que la présence de Bachar Al-Assad a donné lieu à des avancées politiques qui ne sont pas minces. Ainsi, et pour la première fois dans l'histoire, la Syrie reconnaît la souveraineté du Liban. C'est essentiel, majeur, pour l'équilibre de ce pays et de la région. De même le Président syrien a-t-il indiqué sa volonté de nouer des relations avec Israël, de manière directe le moment venu, concernant en particulier le plateau du Golan, occupé de longue date par l'armée israélienne. Est loin d'être négligeable aussi, le rôle qu'entend jouer la Syrie, annoncé par le même Bachar Al-Assad, pour que l'Iran apporte les preuves qu'elle ne fabrique pas l'arme nucléaire, et ce, en complément de sa position, conforme au droit international, de faire du Proche et Moyen-Orient une zone sans arme d'aucune sorte de destruction massive.

Dans ces conditions, s'en tenir à la seule critique absolue témoigne soit d'une grave méconnaissance de la région et des enjeux géostratégiques dont elle est l'objet, ou d'une utilisation purement politicienne que l'on ne peut que condamner.

**2.** S'agissant des décisions prises à l'issue du sommet, on ne peut manquer d'y relever des contradictions politiques majeures à lever impérativement, si l'on veut que l'idée d'Union Pour la Méditerranée soit un beau et réel projet en faveur duquel nous inscrivons notre démarche.

Nous ne retiendrons ici que deux de ces contradictions les plus fortes.

**A.** Vouloir, faire de cet ensemble un espace de coopération dans tous les domaines qui soit tout à la fois profitable à chacun et à tous, suppose de prendre des initiatives fortes pour instaurer la confiance entre tous ces pays.

Or, cet objectif est obéré par deux problèmes politiques centraux relatifs au remodelage du Moyen-Orient.

Le premier concerne le conflit israélo-palestinien, dont le règlement sur la base du droit international est le point nodal pour instaurer la paix dans la région, sur lequel la déclaration finale adoptée ne fait nullement référence, pas plus

De fait, aucune initiative n'est prévue qui marque la volonté de le résoudre sur cette base, la déclaration finale de contentant d'indiquer que les parties présentes « soutiennent » les efforts de paix.

Force est de constater que l'Union Européenne montre ici son refus de jouer un rôle autonome. Comme si l'Union Européenne avait jeté le gant du droit international, laissant le champ libre à l'hyperpuissance américaine, dont l'alignement systématique sur les seules positions israéliennes, ne peut déboucher sur un accord de paix global, qui permette la création de deux Etats vivant côte à côte dans des frontières sûres, reconnues et en sécurité.

Ce n'est pas responsable ni fécond pour cet ensemble qui doit être d'abord une « mer dépolluée » de toute guerre.

Deuxièmement, toujours dans la confiance à instaurer, la question nucléaire concerne, dans la déclaration finale, un pays mis à l'index : l'Iran. Or, il n'est qu'une voie possible et raisonnable dans cette région. Elle ne se limite pas à demander légitimement à un pays signataire du Traité de non-prolifération nucléaire d'en respecter les clauses – faudrait-il encore que tous les respectent à commencer par les grandes puissances – mais de faire en sorte que toutes les armes nucléaires et de destructions massives soient abolies dans la région. Israël qui est le seul pays détenteur de l'arme atomique dans la région doit être concerné, conformément aux résolutions de l'ONU. La nature du régime iranien serait autre que la question se poserait tout autant.

**B.** Des projets de coopération dans les domaines environnementaux, énergétique, transports, éducation, emploi etc. sont annoncés. Comment ne pas y être favorable ? Mais là où le bât blesse, c'est leur encadrement par une logique qui confine au dogme : le libre échange. Cela alors même que des pays représentés autour de la table, tel l'Egypte qui va coprésider l'UPM, ont connu des « émeutes de la faim » dont l'origine est à rechercher dans l'application de politiques précisément entachées de cette tare qui provoque un désastre dans tous les domaines : le libre échange.

On ne peut faire des tirades contre le terrorisme (concept qui d'ailleurs commence et finit on ne sait où), et ne pas s'en prendre à ce qui en constitue le terreau: l'injustice des situations politiques comme déjà indiquée ci-dessus et la pauvreté. On ne peut non plus réduire l'UPM à une sorte de « Bourse » où se déciderait la « régulation » d'une immigration choisie façon Sarkozy triant ses immigrés et ignorant le développement durable et juste de chaque pays.

**3.** Au total l'UPM telle que lancée, n'est pas à la hauteur des enjeux qu'on devrait pouvoir afficher pour cet espace pétri de civilisations riches et non antagoniques. Si les quelques décisions annoncées en annexe de la déclaration finale, autres que celles qui concerne l'immigration ne sont pas récusables et méritent qu'on s'y investisse, elles manquent singulièrement d'ambition pour cette région méditerranéenne, berceau, à bien des égards, de l'Humanité.

C'est pourquoi, sans rien négliger, nous entendons travailler à des propositions pour, d'une part, lever les lourdes contradictions notamment politiques, qui entachent ce projet, et, d'autre part, procéder, avec tous les intéressés et aussi les collectivités, à la définition d'ambitieux objectifs de coopérations « mutuellement avantageuses » de sorte que l'UPM ne soit pas un projet rabougri au seul service de la finance mais un réel projet d'avenir porteur de paix, de solidarité, de développement, de justice et de progrès pour les peuples des deux rives de notre mer commune, la Méditerranée.

**Jean-Paul Boré**, vice-président du Conseil régional Languedoc-Roussillon

**Jean-Claude Lefort**, député honoraire